

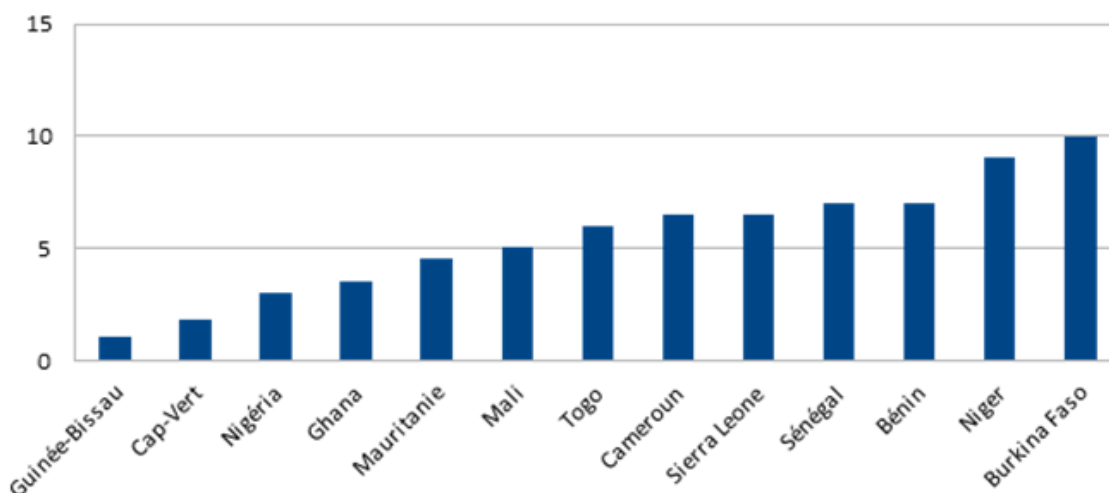
« Priorités en matière de dépenses publiques pour les gains de productivité de l'agriculture africaine », rapport de la Banque mondiale

Note rédigée par Liora Stuhrenberg, Inter-Réseaux, et Stéven Le Faou, Afdi.

La Banque mondiale a publié un rapport à l'occasion de la journée mondiale pour l'éradication de la pauvreté, intitulé « Obtenir de meilleurs résultats. Priorités en matière de dépenses publiques pour les gains de productivité de l'agriculture africaine ». Il a été rédigé par Aparajita Goyal et John Nash, tous deux économistes auprès de la Banque. Ils y démontrent que les dépenses consacrées au secteur agricole en Afrique subsaharienne sont inférieures aux autres régions du monde en développement, et considèrent que leurs impacts profitent davantage aux élites urbaines qu'aux populations rurales et pauvres.

Les principaux constats du rapport

Des dépenses publiques trop faibles. Quel que soit l'indicateur choisi, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture sont plus faibles en Afrique subsaharienne que dans les autres régions du monde. Ainsi, les dépenses par habitant étaient en moyenne de 19 dollars en Afrique sur la période 2000-2012, soit près d'un tiers de moins qu'en Asie du Sud ou l'équivalent du cinquième des dépenses en Asie de l'Est.



Dépenses publiques agricoles dans les pays d'Afrique de l'Ouest

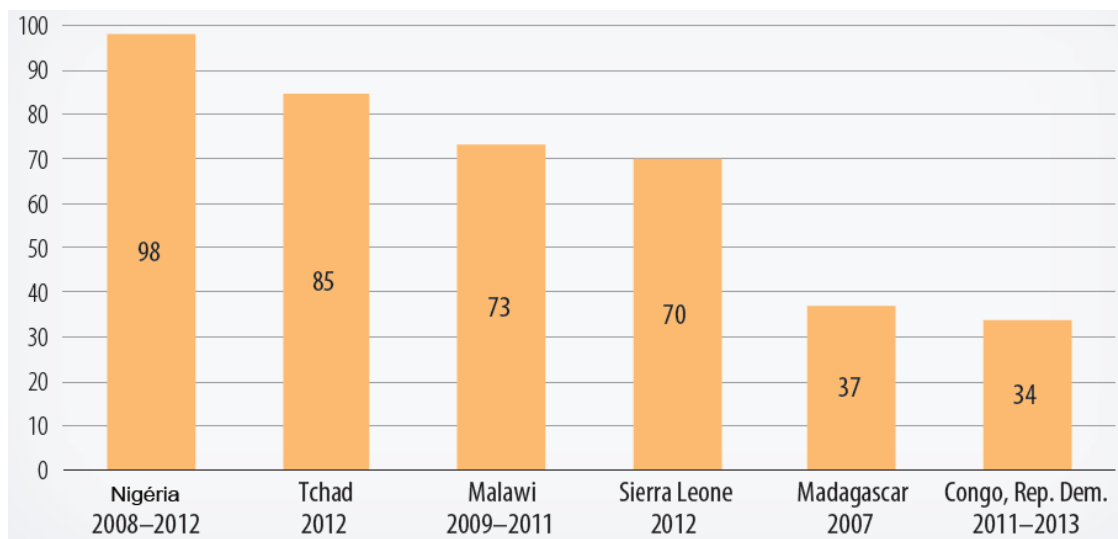
D'après le rapport « Priorités en matière de dépenses publiques pour les gains de productivité de l'agriculture africaine »

Des objectifs de Maputo loin d'être atteints. En 2003, à Maputo, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine se sont engagés à consacrer 10% de leurs dépenses publiques à l'agriculture. Le rapport constate qu'en 2014, seuls le Burkina Faso, le Malawi, le Mozambique, et le Zimbabwe sont parvenus à atteindre la barre des 10%. L'agriculture

représente pourtant 15% du PIB de l’Afrique subsaharienne¹, et cette proportion s’élève à près d’un tiers en Afrique de l’Ouest. Par ailleurs, le secteur emploie plus de la moitié de la main-d’œuvre totale de la population active d’Afrique subsaharienne.

Une tendance à la baisse des budgets agricoles par habitant. Les dépenses agricoles ont seulement augmenté de 0,8% en Afrique subsaharienne entre 1980 et 2012, contre 7,5% en Asie de l’Est. Compte tenu de l’augmentation de la population africaine sur la même période, les dépenses agricoles par individu ont diminué : elles sont passées de 28 dollars dans les années 1980 à 10 dollars US en 2000-2012 en Afrique subsaharienne.

Des dépenses publiques agricoles qui peinent à atteindre les plus pauvres. Selon le rapport « l’utilisation irrationnelle des ressources budgétaires existantes est peut-être un problème plus important que le niveau des dépenses ». Les auteurs pointent du doigt des programmes qui ont « tendance à profiter aux élites au détriment des populations pauvres et du secteur agricole lui-même ». Ils invitent à opérer des investissements publics qui ciblent les infrastructures (routes, irrigation...) dans les zones où la pauvreté est élevée. Ils proposent également de cibler la recherche sur les cultures et l’élevage qui profiteront plus directement aux populations défavorisées, en particulier des cultures consommées localement.



Taux d'exécution des budgets agricoles

Extrait du rapport « Priorités en matière de dépenses publiques pour les gains de productivité de l'agriculture africaine »

Des dépenses publiques englouties par les subventions aux intrants ? Les subventions aux intrants représenteraient un tiers des dépenses agricoles totales dans la plupart des pays étudiés. Ces aides financières ont pour objectif officiel de permettre aux agriculteurs de surmonter les obstacles du prix, de l'accès et de l'apprentissage. Les auteurs se montrent cependant sceptiques sur leurs bienfaits, estimant qu'il y a une faible adéquation entre l'offre d'engrais et les besoins des paysans. Selon eux, ces subventions constituent un moyen concret et visible d'aider les électeurs, ce qui expliquerait l'intérêt que leur accorde la classe politique.

¹ Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2016-2025

Conclusions : des politiques publiques pour le bien commun.

Face à ces constats le rapport « *Priorités en matière de dépenses publiques pour les gains de productivité de l'agriculture africaine* » énonce des recommandations d'inspiration libérale assez classiques : amélioration de la productivité agricole, investissements accrus dans la recherche et les infrastructures, facilitation des échanges et de l'accès au marché... L'objectif affiché de ces mesures est d'attirer de nouveaux investissements privés qui stimuleront la production agricole et la croissance économique.

Dans un contexte où de nombreux pays et bailleurs de fonds font la promotion des alliances entre les secteurs public et privé en faveur du développement agricole, le rapport de la Banque Mondiale pose très clairement la question de la qualité des mesures qui permettront aux « *producteurs et aux innovateurs de tirer parti des biens publics* ». Il rappelle ainsi que la lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne passera nécessairement par des politiques agricoles guidées par l'intérêt général.

Pour lire le rapport « Priorités en matière de dépenses publiques pour les gains de productivité de l'agriculture africaine » :

→ Synthèse en français (44 pages, 3Mo) :

<http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/145131476866219707/pdf/109330-WP-P153531-PUBLIC-FRENCH-WBReapingRicherReturnsFRNvweb.pdf>

→ Rapport complet en anglais (353 pages, 5 Mo) :

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25996/9781464809378.pdf?sequence=5&isAllowed=y>

Sur le sujet du bilan de Maputo, nous vous invitons également à lire le travail réalisé par Inter-réseaux en 2015 :

→ <http://inter-reseaux.org/publications/bulletins-de-synthese/article/bulletin-de-synthese-no16-le?lang=fr>